

## Burundi : Mort violente du "Maillon fort de la galaxie Nkurunziza"

France 24, 02/08/2015 Burundi : l'assassinat du bras droit du président Nkurunziza fait craindre un regain de violence. Présenté comme le numéro deux du régime burundais de Pierre Nkurunziza, le général Adolphe Nshimirimana a été tué lors d'une attaque contre sa voiture. Un assassinat qui laisse craindre un durcissement de la répression au Burundi. Le général Adolphe Nshimirimana, bras droit du président du Burundi, Pierre Nkurunziza, et chef de la sécurité intérieure, a été tué, dimanche 2 août, à Bujumbura, la capitale, dans une attaque à la roquette relançant les craintes d'une escalade des violences qui frappent le Burundi depuis trois mois.

Ancien chef d'état-major de l'armée et souvent présenté comme le numéro deux du régime, le général Nshimirimana a été victime, dans la nuit de samedi à dimanche, d'une attaque contre sa voiture. Le véhicule a été touché par deux roquettes artisanes à l'arme automatique. Trois de ses gardes du corps ont trouvé la mort. La police a fait état de sept arrestations, sans aucune autre précision. "On est face à un crime clairement politique, commis par des gens très bien organisés", rapporte un habitant de la capitale burundaise interrogé par France 24. La situation est confuse à Bujumbura puisque c'est un des hommes-clés du pouvoir qui est mort et tout le monde ici a peur d'une répression." Un incontesté pouvoir "Maillon fort de la galaxie Nkurunziza", comme le décrit l'hebdomadaire "Jeune Afrique", Adolphe Nshimirimana est considéré comme l'artisan de la mobilisation des partisans du président, dont la candidature à un troisième mandat provoqua une grave crise politique dans le pays. À la tête durant dix ans du redouté Service national de renseignement (SNR), communément appelé la "Documentation", celui que ses partisans appelaient simplement "Adolphe" était issu des rangs de la rébellion hutue qui affronta les Tutsi durant la guerre civile (1993-2005). "Ses faits d'armes au maquis valurent de grimper les échelons jusqu'au sommet de l'état-major de la branche armée du mouvement rebelle hutu (FDD), transformé en parti politique en 2003, avant de prendre le pouvoir", écrivait en juin dernier le quotidien "Libération" dans un portrait consacré au général. Après avoir été chef d'état-major de l'armée et patron Adolphe Nshimirimana avait été le vainqueur de la tête du pouvoir dans le cadre d'un conflit au sein de la hiérarchie militaire tout en restant incontournable. Il avait ainsi gardé en sous-main le contrôle de l'appareil sécuritaire du pouvoir et était régulièrement soupçonné d'être impliqué dans plusieurs affaires sensibles, dont le meurtre, le 7 septembre 2003, de trois religieuses italiennes dans leur couvent de Kamenge, le quartier de Bujumbura où le général avait établi ses bases et faisait régner la peur. "Tout le monde a peur" Pour le camp présidentiel, la mort de l'officier supérieur a constitué un choc. "La situation est très grave. Le général Adolphe était quelqu'un d'indispensable dans le système. On est en train de tout mettre en œuvre pour gérer la situation, mais ce n'est pas facile. Nos gardes ont envie de se venger", a affirmé à l'AFP un haut cadre de la présidence. "On peut craindre que dans la colonne il y ait des massacres. Tout le monde a peur. Je pense que dans les quartiers où l'opposition a un troisième mandat de Pierre Nkurunziza était la plus forte, les gens doivent commencer à se barricader pour éviter de subir la colonne des membres du parti au pouvoir", indique l'habitant de Bujumbura. La mort d'Adolphe Nshimirimana intervient une semaine après l'annonce de la victoire du contesté Pierre Nkurunziza à la présidentielle burundaise (avec 69 % des suffrages). L'annonce au printemps de la candidature du chef de l'état sortant a déclenché des manifestations et des violences qui ont fait plusieurs dizaines de morts et provoqué, en mai, une tentative de coup d'état qui a été déjouée. Plus de 175 000 habitants du Burundi ont quitté ces derniers mois dans les pays voisins et les Nations unies ont averti qu'un demi-million d'habitants pourraient finir par quitter le pays si la crise devait persister. Les dirigeants des états voisins et les ambassades occidentales redoutent que le Burundi replonge dans la guerre civile. Avec AFP